

Ouvrir le débat National sur l'avenir de l'école

Séance publique du 8 décembre 2003, Forges les Eaux, 17 à 20 heures.

Nombre de participants : 11 personnes dont 7 personnels enseignants de l'éducation nationale.

Ouverture de la séance vers 17 heures 20, fin de séance 19 heures 20.

I - Introduction générale

Une double logique préside à la démarche ; l'évolution de la société et son ouverture au monde. Elle interroge l'adéquation des pratiques, de l'organisation et des fondements de l'école au regard de son environnement. Ces changements dans la contingence, au sens sociologique du terme, amènent à reconsidérer l'école dans ses aspects techniques. Elle se situe aujourd'hui au carrefour de l'instruction et de l'éducation, elle doit ouvrir une réflexion sur ses finalités de demain. Pour réaliser la consultation nationale, deux types de débat sont organisés :

- Par l'Education Nationale sous l'égide des inspecteurs d'académies, plus centré autour des professionnels et des parents d'élèves.
- Par les Préfets dans le cadre de débats publics à partir de thèmes sélectionnés.

L'objectif de ce large débat vise à extraire des propositions, des idées ou des pistes de réflexion pour réussir l'école de demain.

II - Présentation des thèmes de travail¹

Quelques thèmes de réflexion

Paroles de lycéen : Développer arts plastiques, musique, théâtre. Laisser plus de place à la création. L'argent est un obstacle à l'orientation.

Paroles de principal : Rapports distendus entre professeurs et usagers. Fidéliser une équipe dans les établissements sensibles alors qu'on encourage la mobilité. Le professeur doit s'adapter à l'élève car celui-ci n'est plus aussi disponible, sa capacité de concentration a évolué. Avant, l'enseignant profitait d'une certaine notoriété, aujourd'hui il s'isole car il sature. Il faut transformer les comportements, susciter une prise de conscience (valable pour profs et parents).

¹ Propos préparatoires recueillis par l'animateur et soumis à la réflexion des participants

Paroles d'un chercheur en sciences de l'éducation : Est-ce le savoir ou l'élève que l'on doit favoriser. L'un ou l'autre ou les deux ? Il faut donner à l'élève le goût du savoir (saveur) de manière à ce que les jeunes se l'approprient. Ce n'est pas travailler qui fatigue, c'est l'ennui. Un effort est à entreprendre des deux côtés.

Débat collège : Recentrer le primaire sur les fondamentaux (lecture, écriture, orthographe, règles de grammaire). Le collège unique est-il la formule idéale ? Ce couloir d'étranglement qui rassemble les enfants en difficulté et les autres, ces derniers ayant tendance à se niveler vers le bas. Faire évoluer les compétences plutôt que le savoir. Le public (maigre) consulté estime que c'est le manque de moyens en installation, en personnels titulaires et de complément, (surveillants, éducateurs), autrement dit en argent (ou en volonté politique) qui est cause de cette crise que traverse l'école ...

Les thèmes et sous thèmes de discussion

Deux d'entre eux ont été sélectionnés par la sous-préfecture de Dieppe pour animer notre réunion de Forges.

I. Quel socle commun de connaissances, de compétences et de règles, de comportement, les élèves doivent-ils prioritairement maîtriser au terme de chaque étape de la scolarité obligatoire ?

a) Quelles sont les matières fondamentales et comment répartir leur enseignement entre l'école primaire et le collège ?

b) Quels sont les savoirs qui doivent être acquis à l'issue de l'école primaire et du collège ? Comment s'assurer de leur maîtrise ?

c) Comment enseigner les sciences et les mathématiques à l'école et au collège pour que les élèves les maîtrisent davantage ?

II. Quelles sont les valeurs de l'école républicaine et comment faire en sorte que la société les reconnaisse ?

a) Comment l'école de la République peut-elle intégrer la diversité des expressions culturelles et religieuses tout en résistant à l'emprise des communautarismes ?

b) Comment concilier autorité de l'institution et liberté individuelle à l'école ?

c) Une plus grande prise en compte de l'utilité des formations et des diplômes est-elle légitime ?

I. Quel socle commun de connaissances, de compétences et de règles, de comportement, les élèves doivent-ils prioritairement maîtriser au terme de chaque étape de la scolarité obligatoire ?

Diagnostic

Est-ce plus un débat d'enseignants que de parents, l'école doit évoluer tout le temps. Il faut capter les enfants. L'école n'a pas le temps de se poser en raison des modifications de programme. Il serait souhaitable d'aller jusqu'au bout d'un programme, de se poser, prendre du recul, d'évaluer et avoir une réflexion.

L'école primaire fonctionne en cycle, depuis 20 ans, aux programmes se surajoutent des disciplines nouvelles, apprentissage de l'anglais, informatique...les apprentissages de base pour leur part n'ont pas évolué.

L'intégration des enfants handicapés existe depuis les années 1970, mais il faut se donner les moyens de communiquer et de clarifier les missions.

Concernant les langues vivantes, les compétences acquises par les élèves sont insuffisantes donc difficilement valorisables, dans la vie active. Pour les enfants en grande difficulté, l'apprentissage d'une langue vivante dans le cycle primaire constitue une difficulté supplémentaire.

Tout le monde est dans le même couloir. Or, tout le monde n'a pas le même niveau de démarrage et l'on arrive plus à réduire les écarts. Les enfants ne sont pas tous égaux et l'école publique doit limiter les écarts, toutefois, ne les accentuerait-elle pas ? L'évolution physiologique, psychomotrice, psychoaffective et psychosociale pour une classe d'âge donnée n'est pas et ne peut être uniforme alors qu'une classe d'âge doit correspondre à un niveau scolaire. Le fonctionnement par cycle dans le primaire laisse un battement d'une année. L'objectif des cycles scolaires visait à faire capitaliser des unités de valeur à l'enfant, mais ce dispositif qui respecterait plus le rythme de chaque enfant ne fonctionne pas ou mal du fait d'un manque d'explication auprès des enseignants.

a) Quelles sont les matières fondamentales et comment répartir leur enseignement entre l'école primaire et le collège ?

Savoir lire, écrire, compter, s'exprimer, utiliser l'informatique.

Le cycle maternel et primaire doit accompagner l'enfant vers plus d'épanouissement et de socialisation. Pour cette raison, les activités d'éveil ou autres projets telle l'escalade, doivent être poursuivis. Ces activités visent l'épanouissement de l'enfant, le développement de sa créativité, de son

expression et de son sens critique. Pour l'enseignant, c'est un outil pédagogique incontournable qui permet de faire le lien entre les apprentissages fondamentaux et de susciter l'envie d'apprendre. Il s'agit de donner du sens. Ces projets périphériques à l'enseignement « traditionnel » représentent une charge de travail administratif lourde et nécessaire. Il s'agit d'offrir une pédagogie différenciée dans laquelle l'enfant est acteur.

L'évaluation à la sortie de la maternelle permet d'identifier les atouts et les faiblesses de l'enfant de manière à adapter dans la mesure du possible son apprentissage au CP. L'évaluation impose plus de personnel, les outils existent mais ne sont pas utilisés systématiquement par manque d'effectif.

A la fin du cycle primaire, il n'existe pas de socle commun pour faciliter la transition vers le secondaire. Le passage du CM2 à la sixième est pourtant un moment charnière important dans le parcours d'un élève. Une forme de fongibilité devrait être recherchée pour mieux l'accompagner lors de cette étape. La question de la continuité du suivi en matière de soutien scolaire du CM2 à la 6^e est posée, comment est-il pris en compte à l'entrée dans le cycle secondaire ? Un décalage se produit dans la logique pédagogique par le passage d'une logique fondée sur l'épanouissement et le désir d'apprendre vers une logique d'acquisition de compétences. L'harmonisation entre les sections relève le plus souvent d'initiatives entre les établissements scolaires plutôt que de dispositifs. Le passage d'un cycle à l'autre mériterait d'être mieux structuré et canalisé pour aider l'élève dans sa progression.

b) Quels sont les savoirs qui doivent être acquis à l'issue de l'école primaire et du collège ? Comment s'assurer de leur maîtrise ?

Est-ce que l'objectif de 80% de réussite au BAC n'est pas un leurre et comment optimiser les compétences et l'épanouissement de la personne ? Il ne faut pas dévaloriser le BAC général dans le but d'atteindre des pourcentages quantitatifs de réussite.

L'école de demain doit produire de l'équité plutôt que de l'égalité et tendre vers « l'égalisation » des chances. Pour cela, elle doit disposer des moyens de ses ambitions.

La revalorisation de certaines matières peut redonner plus de sens concret et d'objectifs atteignables pour les élèves qui souhaitent des apprentissages concrets ou pour des élèves en difficulté dans la filière classique. Le BAC pour tous n'est-il pas devenu un discriminant ? Les filières parallèles ou alternatives à l'enseignement général ne sont ni valorisées ni exploitées. L'objectif doit-il demeurer d'obtenir le BAC, et pour en faire quoi ensuite ? Il faut revaloriser les matières manuelles et les formations techniques. Actuellement les meilleurs ouvriers se forment sur le tas puis par les formations adultes par alternance. Le cycle scolaire tel qu'il se présente actuellement ne détermine les orientations qu'au niveau de la seconde. Soit trop tard pour certains et trop tôt pour d'autres. Cela induit pour certains élèves de se résigner à faire un choix par défaut. Pourtant un dispositif d'orientation ou de pré

orientation plus en amont pourrait mieux accompagner et s'adapter à l'évolution de l'élève. Cela implique manque d'intérêt et de motivation dans la poursuite des études. Que peut-on faire ? D'autant que l'on observe pour les élèves titulaires du BAC que le passage en faculté opère une sélection rigoureuse. Dans ces conditions, quelle valeur objective peut-on donner au BAC ? Cela nécessite plus de transversalité et des passerelles entre la filière d'enseignement général et d'enseignement technique et/ou scientifique.

c) Comment enseigner les sciences et les mathématiques à l'école et au collège pour que les élèves les maîtrisent davantage ?

Cette question n'a pas été développée directement lors du débat, elle est abordée transversalement dans les échanges.

II. Quelles sont les valeurs de l'école républicaine et comment faire en sorte que la société les reconnaisse ?

Diagnostic

Les parents sont demandeurs et exigeants vis-à-vis des enseignants mais pas d'eux-mêmes. Il est toujours difficile d'entrer en contact avec les parents d'enfants difficiles. Par contre, dans le cadre d'un travail plus spécialisé auprès d'un enfant en difficulté, les parents se mobilisent plus. Les animations festives facilitent la création de contacts et de liens avec les familles. Il est à noter cependant que les parents d'élèves adoptent de plus en plus une attitude consumériste qui se traduit par un manque d'engagement dans l'organisation de ces manifestations, d'où une charge supplémentaire qui incombe aux enseignants.

a) Comment l'école de la République peut-elle intégrer la diversité des expressions culturelles et religieuses tout en résistant à l'emprise des communautarismes ?

Par l'éducation à la citoyenneté, l'apprentissage de l'histoire et de l'histoire des religions. L'école publique est laïque et doit produire du lien social. Les textes existent mais ne sont pas appliqués. Les enseignants présents sont unanimes sur le fait qu'en école primaire, en zone rurale, le problème de manifestation ostentatoire de signe religieux ne se pose pas. Il est précisé par un participant que le concept de laïcité se fonde à la base sur une culture chrétienne.

b) Comment concilier autorité de l'institution et liberté individuelle à l'école ?

La liberté individuelle s'arrête là où commence celle des autres. Vivre en société impose des règles qui fixent des limites. En classe primaire, le règlement intérieur fait l'objet d'une action pédagogique qui associe l'enfant. Cette approche donne une ouverture au dialogue et permet d'expliquer aux enfants les règles de vie. Rendre l'enfant acteur participatif à l'élaboration des règles facilite leur assimilation.

Au-delà des classes primaires, c'est le principe de la signature du règlement par l'élève qui vaut adhésion, nous sommes-nous donnés les moyens de vérifier si les signataires ont pris effectivement connaissance du règlement. Dans le secteur médico-social, le règlement intérieur est lu et commenté, si nécessaire, des systèmes de communication tels pictogrammes, transcription en braille... sont développés pour adapter et faciliter l'accès à une l'information effective.

c) Une plus grande prise en compte de l'utilité des formations et des diplômes est-elle légitime ?

Les filières qualifiantes après le BAC ne sont pas nécessairement en prise avec la connaissance du secteur d'activité et du bassin d'emploi ni du secteur professionnel. Le système se heurte à la logique « élitiste » de l'obtention du BAC.

Avant le bac, peu de possibilités s'offrent aux élèves si ce n'est que d'accéder à un nouveau couloir qui est souvent synonyme d'échec. La formation en alternance peut être une forme d'ouverture mais elle reste limitée à une logique de bassin d'emploi et peut être, selon les régions, très restrictive en terme d'option, et, devenir alors inéquitable. Plutôt que de sanctionner par des diplômes, il pourrait être intéressant de raisonner en unités de valeur capitalisables, cela permettrait aux élèves de partir avec un capital valorisable par la suite en fonction de l'évolution de leur maturité. Le collège unique ne peut être un outil d'uniformisation.

Conclusion

Un certain nombre de propositions et de pistes se sont dégagées dans le cadre de ce débat. L'harmonisation et le besoin d'une meilleure cohésion entre les différents cycles sont fortement demandés. Une logique de principe de continuité dans l'approche personnalisée à l'élève, notamment en matière de soutien scolaire paraît indispensable à développer aux étapes charnières de la scolarité. L'évaluation des programmes menés à leur terme faciliterait une meilleure analyse en vue d'en améliorer les performances. Aujourd'hui, les programmes semblent se compiler sous forme de strates qui se surajoutent les unes aux autres sans moyens supplémentaires. La communication aux personnels

enseignants doit être améliorée pour éviter de façonner un mur d'incompréhension entre décideurs et acteurs de terrain. La catégorisation par niveau et tranche d'âge ne paraît plus adaptée aux situations identifiées sur le terrain. Les écarts identifiés dans une même tranche d'âge sont tels qu'il faudrait alors niveler l'apprentissage des savoirs par le bas et cela n'est pas souhaitable. Une prise en compte plus personnalisée de l'élève et une validation des acquis par unité de valeur pourrait permettre de mieux respecter le rythme de chaque élève. Il est nécessaire de clarifier la mission de l'école, est-ce un lieu d'instruction, d'apprentissage de savoir où l'on applique un programme, est-ce un lieu où l'élève est centre du projet et qui s'adapte au mieux aux singularités des élèves ? La mission sociale de l'école républicaine doit également être réaffirmée, elle prépare à l'exercice de la citoyenneté, ce qui implique de s'appuyer sur les valeurs de république et sur le principe de laïcité.